QUARANTIÈME ANNÉE. — N° 14097. On s'abonne aux Bureaux du Journal, 5, BOULEVARD DES ITALIENS, A PARIS, et dans tous les Bureaux de Poste VENDREDI 12 JANVIER 1900

Dépôt Légal Seine N° 11 1900

PRIX DE L'ABONNEMENT

PARIS, SEINE et SEINE-ET-OISE...	Trois mois, 14 fr.;	Six mois, 28 fr.;	Un an, 56 fr.
DÉPART^ts et ALSACE-LORRAINE...	— 17 fr.;	— 34 fr.;	— 68 fr.
UNION POSTALE..............	— 18 fr.;	— 36 fr.;	— 72 fr.
AUTRES PAYS..............	— 23 fr.;	— 46 fr.;	— 92 fr.

LES ABONNEMENTS DATENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS

Un numéro (à Paris) 15 centimes

Directeur politique : Adrien Hébrard

Toutes les lettres destinées à la Rédaction doivent être adressées au Directeur

Le Journal ne répond pas des articles non insérés

Adresse télégraphique : TEMPS PARIS

Le Temps

PRIX DE L'ABONNEMENT

PARIS, SEINE et SEINE-ET-OISE...	Trois mois, 14 fr.;	Six mois, 28 fr.;	Un an, 56 fr.
DÉPART^ts et ALSACE-LORRAINE...	— 17 fr.;	— 34 fr.;	— 68 fr.
UNION POSTALE..............	— 18 fr.;	— 36 fr.;	— 72 fr.
AUTRES PAYS..............	— 23 fr.;	— 46 fr.;	— 92 fr.

LES ABONNEMENTS DATENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS

Un numéro (départements) 20 centimes

ANNONCES : MM. LAGRANGE, CERF ET Cie, 8, place de la Bourse

Le Journal et les Régisseurs déclinent toute responsabilité quant à leur teneur

TÉLÉPHONE, 4 LIGNES :

N°s 103.07 — 103.08 — 103.09 — 119.40

Paris, 11 janvier

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

ENCORE M. ARTHUR BALFOUR

M. Balfour parle bien, mais il parle trop. C'est l'opinion générale en Angleterre. On trouve qu'il traite d'un air trop dégagé une situation qui est grave et dont il porte une part de responsabilité. Son fatalisme semble un peu trop confortable. Il est si commode pour un ministre de dire que l'Angleterre, de par une loi des destins, commence toujours par des revers et finit toujours par des succès.

Le second point reste à voir. Sur le premier, ce que l'on aimerait à savoir, c'est quelle excuse le gouvernement peut invoquer pour ce malheureux début d'une guerre qu'il a voulue et qu'il disait si facile à faire.

Il est vrai que l'optimisme de M. Balfour rayonne jusque sur ces événements eux-mêmes. A ses yeux, il n'y a pas là de quoi tant s'émouvoir. Sept mille hommes seulement ont été sacrifiés à la politique de conquête depuis le 12 octobre et l'Angleterre n'a pas essuyé de véritable grande défaite. Et M. Balfour de débiter une suite fort édifiante de précédents historiques relatifs à la guerre péninsulaire et à celle de Crimée.

L'histoire est une source fort utile à consulter, à condition pourtant que l'on garde un sens exact des proportions. Or M. Balfour n'oublie qu'une chose, c'est que, dans les exemples qu'il cite, l'Angleterre luttait contre deux colosses, le premier empire, la Russie, et que cette fois elle est aux prises avec deux nains. Il est fâcheux, d'ailleurs, d'ériger en principe la nécessité de la défaite préalable. Mieux vaudrait rechercher les causes de la déception d'aujourd'hui. Il est vrai que l'on risquerait de mettre en cause le ministère. Or c'est ce que ne veut à aucun prix M. Balfour, qui a ses raisons pour cela.

Il étend sa charité sur tous. C'est à peine si d'un mot il se réserve la faculté de demander compte plus tard à M. Chamberlain de sa néfaste politique. Pour l'heure, tout est à la paix intestine. M. Balfour est en extase devant l'organisation militaire qui a permis de mobiliser et de transporter en Afrique 125,000 hommes de troupes et de réserves. Il demande que le monde entier s'associe à ce sentiment de joie un peu étonnée avec lequel il a vu jouer quelques-uns des principaux ressorts de la machine montée à si grands frais.

Tout cela est bel et bon, encore que les critiques militaires aient paru avoir l'enthousiasme moins facile. L'essentiel, ce n'est pas de rendre leur dû à ceux qui ont doté l'Angleterre de son armée, c'est-à-dire, surtout, à feu lord Cardwell, tant honni des conservateurs ; c'est de parer aux difficultés présentes et de tirer le pays d'un pas fâcheux.

Militairement, puisque lord Roberts et lord Kitchener sont en Afrique, c'est à eux de prendre à loisir et en toute liberté les mesures nécessaires. Il serait coupable de prétendre leur dicter une stratégie ; sir Redvers Buller a chèrement payé l'intervention déplacée de lord Lansdowne et de lord Wolseley. L'opinion ne peut toutefois se défendre d'un certain énervement. La situation se prolonge trop. Il n'y a pas assez de faits-divers pour la galerie. Ce silence et cette tension des esprits fatiguent et indisposent.

D'autre part, la situation diplomatique ne tend pas à s'éclaircir. Les incidents du droit de visite ont failli créer et peuvent sans cesse provoquer un conflit avec l'Allemagne. Et voilà la Russie qui lance des brûlots ou donne des avertissements. Elle s'inquiète du *régime* des fils télégraphiques internationaux. Elle fait au Caucase des essais de mobilisation du côté de l'Afghanistan. A bon entendeur salut !

Tout cela explique assez que M. Balfour n'ait pas entonné un hymne de triomphe. On trouve même qu'il n'a pas assez pris le sac et la cendre, et la presse chauvine — même ultraconservatrice, comme la *Morning Post* — lève l'étendard de la révolte contre le cabinet Salisbury-Balfour. Est-ce le fruit naturel d'une situation critique ? Serait-ce le commencement de la revanche de M. Chamberlain contre des collègues capables de le croire responsable, et de le dire ?

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

DES CORRESPONDANTS PARTICULIERS DU Temps

Rome, 11 janvier, 10 h. 30.

Le choix du canon à tir rapide qui intéresse tant les cercles militaires, et dont la dépense a contribué à la crise partielle ministérielle, est à la veille d'être fixé. Depuis quinze jours, on fait des expériences au polygone de Nettuno, près de Rome. Le duc d'Aoste, inspecteur de l'artillerie, accompagné du général Salletta, chef d'état-major, assiste aux expériences.

On choisira probablement un canon de fabrication italienne.

Vienne, 11 janvier, 8 h. 50.

La Délégation autrichienne a adopté, hier, le budget ordinaire de la guerre.

Le ministre, faisant allusion aux récents incidents qui ont marqué les appels des réservistes en Bohême et en Hongrie, a déclaré qu'il ne permettrait jamais que l'armée soit le théâtre de querelles politiques et nationales. Il a ajouté que les attaques dont il était l'objet, l'année dernière, de la part des Allemands et, cette année de la part des Tchèques, prouvent qu'il a réussi dans ce dessein et que l'armée est restée, en fait, étrangère aux querelles de partis et de nations.

(*Service Havas*)

Athènes, 11 janvier.

Le colonel Tsamados, président de la Chambre, est nommé ministre de la guerre.

Aussitôt que la Chambre sera en session, elle élira un nouveau président.

Bruxelles, 11 janvier.

D'après des nouvelles parvenues à l'Etat indépendant du Congo, à Bruxelles, le commandant Henry a rencontré le poste français commandé par le lieutenant de Tanguidu, qui a sous ses ordres un sous-officier français, le sergent Salpin, et une cinquantaine de Sénégalais.

Le poste se trouvait établi à Shambe, près du confluent du Bahr-El-Ghebel et du Bahr-El-Zaras. Le poste était fourni de vivres, mais en petite quantité cependant.

Le commandant Henry avait annoncé son intention de descendre jusqu'à Khartoum et de rapatrier ce poste par le Congo belge. On ne sait encore si le poste a été rapatrié.

Bruxelles, 11 janvier.

D'après des nouvelles particulières du journal le *Soir*, de Bruxelles, un des détachements de la colonne Dhanis, celui commandé par le lieutenant Hecq, aurait rencontré les rebelles qui sont établis à Baraka, vers le 8 octobre, et du 8 au 12, aurait eu deux batailles, au cours desquelles les Batelas révoltés auraient eu 90 tués, dont 3 chefs et 26 fusils leur auraient été pris. Les troupes de l'Etat n'auraient subi aucun dommage.

Dijon, 11 janvier.

L'inauguration du monument à Garibaldi, élevé par la ville de Dijon à son défenseur des 21, 22, 23 janvier 1871, vient d'être fixée au dimanche 25 mars.

La statue de M. Paul Adam se dressera au carrefour des Cinq-Rues.

M. MÉLINE ET M. BOURGEOIS

M. Méline adresse à l'un de ses collègues de la Chambre une longue lettre que publie la *Revue politique et parlementaire*. M. Léon Bourgeois a prononcé, hier soir, un long discours au banquet de la Ligue démocratique dont il est le chef. La coïncidence qui réunit dans la même journée ces deux manifestations d'égale et de considérable importance permet de mieux remarquer entre elles un trait commun et, pour le moins, inattendu. Et le voici : ni la lettre de M. Méline ni le discours de M. Léon Bourgeois ne tiennent un compte suffisant des circonstances actuelles ; pour tout exprimer d'un mot, ce que disent ces documents n'est pas « d'actualité ».

Les qualités éminentes dont M. Méline et M. Léon Bourgeois firent preuve les ont désignés pour diriger, de préférence à tous autres, les deux grandes fractions de l'armée républicaine. Or, il est évident que ni l'un ni l'autre ne viennent de parler comme si le pouvoir allait être, dès ce soir, remis en leurs mains. L'attitude normale d'un homme politique, d'un chef de parti surtout, est cependant de se tenir prêt, immédiatement prêt, pour cette échéance qui est la prise de possession du gouvernement ; et si l'homme politique, le chef de parti est amené à prendre publiquement la parole, ce qu'il va dire doit être d'une application directe et facile aux circonstances. C'est ainsi que les choses se passent ailleurs ; et c'est ainsi qu'on a longtemps et logiquement pratiqué chez nous le régime parlementaire. Est-ce que, pareils à ce médecin de Molière qui déplaçait le cœur, nous aurions arbitrairement et bizarrement « changé tout cela » ?

La lettre de M. Méline et le discours de M. Léon Bourgeois sont deux actes de combat. On croirait entendre les deux hérauts d'armes de troupes adverses échangeant leurs défis, avant le choc, sur le front de bataille. Sommes-nous donc à la veille d'une rencontre électorale ? Le suffrage universel est-il *convoqué* pour s'engager, en un *bail de quatre ans*, à la politique de M. Méline ou à la politique de M. Léon Bourgeois ? Non. Les prochaines élections sénatoriales ou municipales ne comportent pas, comme les élections législatives, cette agitation préalable et profonde qui heurte les unes contre les autres toutes les thèses politiques. Et même, en raison des circonstances récentes, il y a des questions qu'il est plus sage de ne pas poser, car elles seraient mal posées et ne pourraient qu'augmenter une confusion dont nous avons déjà trop souffert. Jusqu'au renouvellement intégral de la Chambre, il faut permettre au pays de se recueillir et de se ressaisir. C'est seulement en 1902 qu'on donnera au suffrage universel sa ration complète et périodique de *rébus* à déchiffrer. Œdipe sommeille, pour le moment, et digère ses récentes solutions. A qui donc M. Méline et M. Léon Bourgeois s'adressaient-ils ?

Il y avait quelque chose de plus pressant que de déployer des drapeaux et des programmes de bataille. On ne peut pas franchir, à pieds joints, ou à vol d'oiseau, la période qui nous reste à vivre jusqu'aux élections prochaines. Et d'ici-là, comment vivrons-nous ? Là est le point. La première chose à considérer, c'est ce qui s'impose et ce que nous ne pouvons éviter. Au premier rang, l'Exposition universelle. Parmi les plus urgents soucis du parti républicain, il n'en est pas de plus impérieux que celui d'accommoder sa physionomie et ses gestes aux devoirs d'hospitalité qu'il va remplir. Il va de soi que, pendant l'année courante, nous devons renoncer — malgré l'invitation de M. Méline et celle de M. Léon Bourgeois — à mettre le point final à la dispute sociale, ou à jouer le jeu de reviser la Constitution et d'imposer progressivement le revenu. « Tout âge a ses plaisirs, » disait un homme de grand sens. Chaque année a ses ébats. Nous en avons, pour cette fois, projeté d'autres ; et nous avons des invités : ne l'oublions pas.

Avec une vue plus juste du passé et une vue plus nette du présent, il convenait, selon nous, d'adresser au parti républicain tout entier d'autres avis et d'autres appels. Il faut, d'abord, effacer les traces et jusqu'au souvenir, s'il se pouvait, de la crise que nous venons de traverser, et dont la Haute Cour doit rester l'épilogue. Il faut ensuite remettre le parti républicain en état de retourner aux principes permanents, après les consignes brèves et les disciplines arbitraires d'un état de siège. La défense républicaine a été assurée comme elle devait l'être. Plus tard nous pourrons, les uns et les autres, sortir de nos gibernes les programmes que nous avons dû négliger un peu sous le tas des munitions de défense. Le moment propice viendra de comparer entre eux ces documents vénérables. Lorsqu'il approchera, la Chambre aura encore une ou deux sessions devant elle : c'est plus qu'il n'en faut pour épuiser son ardeur laborieuse ; et le pays composera, dès lors, son attitude attentive en vue des élections imminentes.

En attendant, ce sont des paroles de concorde, de conciliation et d'apaisement qu'il fallait prononcer. Le parti progressiste et le parti radical n'eussent pas été fâchés d'entendre M. Méline et M. Léon Bourgeois leur dire sur quel oreiller il faut, pendant cette année d'Exposition, laisser dormir — et, plût au ciel ! mourir — nos querelles rétrospectives. Ces deux *leaders* ont choisi d'autres sujets de conversation : nous avons bien le droit de le regretter.

MENUS PROPOS

L'ART PUBLIC

Il doit y avoir, pendant l'Exposition, un congrès international de « l'art public ». Dès à présent, une commission prépare ce congrès et les journaux nous donnent, de temps à autre, quelques nouvelles de la commission. Là, comme en tant d'autres coins de notre laborieux pays, il se dépense beaucoup de zèle, de savoir et de goût. On demande si c'est bien la peine ?

Je ne crois pas beaucoup aux congrès (quoique je fasse partie, comme tout le monde, de plusieurs d'entre ceux qui se réuniront l'été prochain). Mais c'est surtout les congrès « artistiques » qui me paraissent destinés à donner peu de fruit. Admirez cette formule : un congrès international d'art public ! Elle donne à penser qu'il existe, pour l'ornementation des villes (car c'est de cela qu'il s'agit, quand on parle en termes qui ne sont pas absolument clairs, d'art public) des règles universelles. Or, y a-t-il rien de plus particulier, de plus local, de plus national que l'art public ? Un beau poème, ou une belle symphonie sont beaux partout où il se rencontre une sensibilité capable de vibrer à leur accent. Mais une façade de palais, une fontaine, une perspective empruntent presque tout leur charme à la lumière dont elles sont baignées, à l'aspect des objets qui les entourent, c'est-à-dire à un ensemble de conditions qui varient avec les climats et les lieux. A cet égard, l'Occident n'a pas grand'chose à apprendre de l'Orient, ni le Nord du Midi. Alors, pourquoi un congrès « international ».

La beauté des villes se compose de trois éléments sur lesquels les décisions d'un congrès, fût-il merveilleusement inspiré, ne peuvent à peu près rien. Le premier, c'est le site ; le second, c'est le pittoresque ; le troisième, c'est la présence d'édifices majestueux ou gracieux. Le site est un don de la nature, le pittoresque, un legs des siècles, et les monuments dignes d'admiration, une trouvaille heureuse du génie. La colonnade du Louvre n'est pas née des résolutions d'un congrès, ni le fouillis des ruelles de Saint-Malo, ni le roc du mont Saint-Michel.

Dira-t-on qu'il ne s'agit pas de substituer les décisions d'un congrès à l'œuvre de la nature, des siècles ou du génie ; mais, plus simplement, de faire en sorte que « tout ce qui se rattache à la vie publique contemporaine revête une forme artistique » ? Oh ! alors, je me sens plein de défiance ! Gare à nous, si l'on veut à toute force fourrer de l'art dans les kiosques à journaux, les stations d'omnibus, les chalets de nécessité et les grilles des squares ! Comment ne comprenez-vous pas que plus ces objets passeront inaperçus, moins ils auront de prétention à tirer l'œil, mieux cela vaudra ? Il ne nous manque plus que de voir nos rues infestées d'édicules utilitaires à « cachet artistique ». Et cela pourrait bien être une des conséquences du congrès.

S'il était sage, il s'attacherait surtout à déterminer certaines règles propres à empêcher les particuliers ou les administrations de gâter la beauté des villes. Pour demeurer toute critique, l'œuvre du congrès ne serait ni moins utile, ni moins importante. Je crois, du reste, que les organisateurs se proposent d'appeler sur ce point l'attention des personnes qui répondront à leur appel, et ils ont grandement raison. S'il est très difficile de « faire de la beauté », il est, hélas ! très facile de détruire celle qui existe ! Tantôt, c'est une restauration mal exécutée ; tantôt c'est une construction entreprise de façon intempestive, et qui altère l'aspect général d'une rue, d'une place. On crée à quelque architecture précieuse un voisinage délétère. Peut-être est-il dans les moyens de quelques centaines de gens de goût réunis d'édicter le Code des précautions indispensables et des restrictions nécessaires à la liberté du mauvais goût ?...

Mais comment pourvoir à l'application ? Qui empêchera le particulier imbécile ou l'architecte barbare de déshonorer une belle voie, en y plantant une de ces maisons qui rappellent — avec la fragilité en moins — les pièces montées des pâtisseries provinciales ? Comment empêcher les administrations de faire à la sourdine, de mauvais coups, tel qu'a été l'attentat commis contre la place des Invalides, ou le déboisement du quai Malaquais, ou le tramway Montrouge-Saint-Philippe du Roule, ou l'installation dans les jardins des Champs-Elysées, d'une foule de « pavillons » qui sont des monuments énormes, écrasants et hideux, ou le dépècement du bois de Boulogne, loué, dans quelques-unes de ses plus belles parties, à des sociétés particulières, etc., etc. ? Interminable et interminée serait la liste de ces atrocités, tant privées que publiques.

Le meilleur moyen d'en prévenir le retour est encore de cultiver le goût, celui des artistes, celui des administrateurs et celui des simples citoyens. Les périodes heureuses pour l'art sont celles où très peu de personnes ont l'initiative et le commandement, et celles où tout le monde a du goût. Comme il est impossible de revenir au siècle de Léon X ou même à celui de Louis XIV, il ne reste qu'une ressource à la démocratie moderne, c'est de se rapprocher, dans la mesure où il est permis d'y prétendre, du siècle de Périclès.

AFFAIRES COLONIALES

L'OCCUPATION D'IN-SALAH

A la suite de la décision prise par le conseil des ministres, portant que l'occupation d'In-Salah sera maintenue et qu'il y a lieu de s'y établir fortement, le gouverneur général de l'Algérie a prescrit, d'accord avec les autorités militaires, que des forces de soutien seraient réunies à El Goléa pour prêter ouvertement leur appui aux renforts qui se sont portés, le 6 janvier, au secours de la mission Flamant et pour surveiller, s'il y a lieu, les régions non occupées.

M. Laferrière, a, en outre, décidé que la ligne télégraphique qui s'arrête actuellement à El Goléa serait immédiatement prolongée jusqu'au fort Miribel au moyen des crédits disponibles et, ultérieurement, jusqu'à In-Salah.

Les premiers convois de matériel télégraphique partent, dès à présent, sous la direction de l'ingénieur Bayol. On peut espérer que la première section sera établie pour le 1er mars.

L'OCCUPATION DE KOUANG-TCHÉOU-OUAN

Un télégramme de l'amiral Courrejolles fait connaître qu'il remettra le 15 janvier, au gouverneur général de l'Indo-Chine, l'administration du territoire de Kouang-Tchéou-Ouan.

Les militaires d'infanterie de marine, dont les noms suivent, sont inscrits d'office pour faits de guerre. — Combat de Na-Moun (territoire de Kouang-Tchéou-Ouan).

1° A la suite du tableau de classement (faits de guerre) des candidats présentés pour le grade de chevalier de la Légion d'honneur. M. Maitret, capitaine au 10e régiment d'infanterie de marine. S'est particulièrement distingué, le 9 octobre 1899, dans la direction d'une reconnaissance et pendant le combat de Na-Moun, où il a brillamment repoussé et obligé à la retraite les nombreux Chinois qui l'avaient attaqué ;

2° A la suite du tableau de classement (faits de guerre), des candidats présentés pour la médaille militaire : le clairon Heck, au 10e régiment d'infanterie de marine, a reçu deux blessures, dont une très grave, le 9 octobre 1899, pendant le combat de Na-Moun, où il a fait preuve de courage et de la plus grande énergie.

Le *Journal officiel* du 10 janvier publie un arrêté déclarant que la peste à Tamatave est terminée et levant la quarantaine.

Un autre arrêté exonère de l'impôt foncier toutes les exploitations agricoles des territoires de Diego-Suarez, Nossi-Bé et Sainte-Marie.

M. Gourbeil, sous-chef de bureau au ministère des colonies, est nommé sous-chef du cabinet du ministre, en remplacement de M. Angoulvant qui a été, on le sait, nommé secrétaire général de la Côte française des Somalis et ira prendre possession de son poste par le prochain paquebot.

LA GUERRE DU TRANSVAAL

Lord Roberts et lord Kitchener viennent de débarquer au Cap. La situation qu'ils y trouveront n'est pas précisément brillante. Il faudra toute l'énergie de lord Roberts, cet isolé, ce glorieux et ancien méconnu dont la renommée portait ombrage au War Office ; il faudra toute la froide et sombre patience de lord Kitchener, ce solitaire, cet organisateur minutieux et prudent qui, pendant dix ans, prépara le châtiment des mahdistes et l'accomplit en deux années malgré lord Cromer et malgré lord Wolseley ; enfin, il faudra tout le sang-froid et toute la persévérance dont peut disposer la nation britannique pour rétablir les affaires compromises de l'Angleterre dans l'Afrique australe.

Tout, en effet, y indique la désorganisation.

Les chefs se brouillent. Le bruit courait, hier, à Londres, que le général Hector Mac Donald allait prendre le commandement de la colonne de Kimberley maintenant arrêtée devant la Modder. Lord Methuen est, en effet, en délicatesse avec ses officiers. Il a envoyé le général Wauchope à la mort avec les Highlanders la nuit de Magersfontein malgré que Wauchope l'eût prévenu de ce qui attendait sa brigade.

Il a fait partir pour le Cap le colonel d'un régiment qui répugnait à se conformer à ses ordres, c'est-à-dire à marcher au désastre. Moins violents dans leurs procédés, mais presque aussi malheureux dans leurs opérations, sir Redvers Buller, le général Gatacre et le général French sont à peu près dans la même situation. Tous ont perdu la confiance de leurs subordonnés. La discorde est au sein de l'armée anglaise. Rétablir la discipline parmi les chefs, tel sera le premier souci de lord Roberts.

Les soldats perdent espoir. Nous ne toucherions pas ce point délicat si, tout récemment, dans les journaux anglais les plus importants, les moins suspects, des aveux graves n'avaient été faits. Les lettres des correspondants du *Times* et du *Globe* sont particulièrement instructives. Les graves journaux de province publient des lettres de soldats si franches d'expression que l'on s'étonne presque de les voir imprimées. Il n'y a donc point de raison pour taire en France l'esprit des troupes.

A Magersfontein, écrivait le 15 décembre un highlander du 2e bataillon de la *Black Watch*, naguère invaincue, « ce fut une vraie panique ». Après la surprise, « quand le jour vint, les highlanders étaient mêlés comme un troupeau de moutons. Ils se joignaient à n'importe quel régiment pour se battre. J'ai été successivement pendant la journée avec les gardes, les Seaforths et les Gordons, toute la boutique. De temps en temps, un officier de cavalerie passait avec une bande faite de tous les régiments, excepté du sien. Les officiers avaient perdu la tête. Les hommes faisaient ce qu'ils jugeaient bon ; ils n'avaient plus aucune confiance en leurs officiers et ne voulaient pas marcher sous leurs ordres. Ils appelaient donc un sergent ou un caporal, et nous allions au feu par petits paquets. Nous nous sommes ainsi battus depuis deux heures du matin jusqu'à sept heures du soir ; rien à manger depuis le dîner de dimanche, trempés jusqu'aux os pendant la nuit, nos jambes nues brûlées jusqu'au sang pendant la journée du lundi. Nous pensons qu'on nous ramènera en arrière quand il y aura quelqu'un pour nous conduire, car nous avons perdu presque tous nos officiers. Il faudra une direction différente maintenant pour que les hommes se battent avec le même entrain, car certainement il y a eu de terribles erreurs commises. En fait, on nous a menés dans un guet-apens. »

Enfin, les échecs continuent. Ils se produisent de la même façon. On essaye de les cacher avec la même piteuse habileté. On se souvient de la dépêche officielle par laquelle le général French annonçait l'« accident » dont le régiment de Suffolk avait été victime le 6 janvier. Trompés par une ruse des Boers, les soldats anglais auraient battu en retraite et perdu 70 hommes cernés au retour. Or, voici maintenant une autre version. Le régiment de Suffolk attaque de front une position boer sans l'avoir suffisamment reconnue. La première ligne de tirailleurs arrivant sur une tranchée qu'elle ne soupçonnait pas, est accueillie à 20 mètres par un feu qui la décime. En même temps, elle est tournée, cernée, contrainte de capituler. Le reste du régiment se sauve. Les Boers, avec le plus grand calme, séparent les cadavres des officiers de ceux des soldats, couvrent les faces des morts avec leurs chapeaux et creusent eux-mêmes, tête nue, des fosses. Puis ils enterrent les Anglais et chantent des psaumes sur leurs tombes. Résultats de la journée : 200 hommes morts ou blessés ; et un régiment qu'on ne peut plus renvoyer au feu. Tel est l'« accident » dont parle le général French. On reconnaît là le style de lord Methuen.

Et pourtant, malgré ces désastres, malgré cette situation lamentable d'une grande armée immobilisée et démoralisée, il y a mainte raison de croire, non seulement que le gouvernement anglais n'acceptera aucune offre d'intervention, mais encore qu'il continuera longtemps la lutte. Aucune opinion n'est plus unanime en Angleterre que celle-ci. Nous devons, coûte que coûte, continuer la guerre jusqu'au bout. Le fatalisme que reprochent à M. Balfour ses anciens amis, le chauvinisme des impérialistes, l'orgueil national de tout le monde tendent à la même conclusion. Aucun homme politique n'ose aujourd'hui souhaiter publiquement la paix. L'Angleterre a été trop humiliée. Elle doit au moins sauver l'honneur.

Aussi l'on s'accorde à blâmer les nonchalantes excuses de M. Balfour à Manchester ; mais tous les partis adoptent la péroraison de son premier discours. « Nous irons jusqu'au bout. Le sort de l'Afrique australe sera réglé cette fois. On saura si, oui ou non, ce doit être un empire anglais. La guerre aura, au moins, un résultat. C'est qu'après elle, aucune autre guerre semblable n'aura lieu dans l'Afrique australe. Eux ou nous, voilà la formule. »

C'est à cause de cette sombre résolution et de cette fermeté dans la mauvaise fortune, que, malgré la situation déplorable des affaires anglaises dans l'Afrique australe, on ne peut cependant attendre un prochain dénouement de la crise. Il faudra qu'il soit imposé. Rien ne servirait de le proposer.

Au Natal

Le War Office a communiqué au public la liste des pertes survenues à Ladysmith, qui se monte à un tué et sept blessés, plus 23 morts de fièvre entérique et de dysenterie, et l'on ajoute que la situation sanitaire reste mauvaise. Ce ne sont pas là de bonnes nouvelles. Mais ce qui est encore moins rassurant, c'est le silence qu'on continue à garder sur les pertes subies par la garnison pendant l'attaque du camp de César, le 6. Et cependant le général Buller, le 10 janvier renseignait, ou prétendait renseigner le War Office sur celles des Boers. D'après une dépêche de source transvaalienne disait-il, ils auraient eu 4 tués et 15 blessés ; tandis que les indigènes affirment que les pertes d'un seul commando ont été de 150 hommes. Enfin, ajoute-t-il, les orangistes, plus exposés, auraient plus soufferts. Les dépêches anglaises insistent toujours, on le sait, sans qu'aucun fait d'ailleurs soit venu confirmer ces bruits, sur des différences de vues et des jalousies entre les deux républiques alliées.

On télégraphie du camp de Frere à la *Morning Post* que le canon posté sur Bulwana hill bombarde Ladysmith.

Le correspondant du *Standard* au camp de Frere télégraphie, à la date du 8 janvier, trois heures trente de l'après-midi, que le gros canon boer placé sur Bulwana hill tonne depuis ce matin et que les Boers maintiennent le siège de Ladysmith.

Le correspondant de la *Daily Mail* au camp de Frere télégraphie, à la date du 8 janvier, que huit camps boers sont visibles de la Tugela ; l'un de ces camps est établi sur la rive gauche de cette rivière.

Le général Barton est souffrant, mais il sera bientôt en mesure de reprendre son commandement.

Le correspondant du *Standard* à Durban annonce que 1,200 porteurs sont partis lundi soir pour le théâtre des opérations. Leur départ semble indiquer un mouvement immédiat du général Buller.

En Angleterre

Les journaux donnent le 30 janvier comme date probable de la rentrée du Parlement.

M. Balfour a continué, à Manchester, la série de ses discours. On annonce pourtant qu'il va aller passer quelques jours sur le continent. Répondant à un toast, il s'est défendu d'être un partisan quand même du ministère de la guerre.

Il n'est pas vrai, a dit M. Balfour, que l'armée anglaise ait été envoyée à la bataille avec des canons qui lui donnent une infériorité irrémédiable. Mais le ministère s'est trouvé en face d'un problème extraordinaire qui diffère absolument de ceux posés aux états-majors du continent ; pour la première fois dans l'histoire du monde, l'Angleterre a à lutter contre un ennemi dont tous les hommes sont montés, et elle a commencé cette guerre sans avoir le nombre considérable de fantassins montés qu'elle aura bientôt. Cette erreur a été partagée par tous.

L'Angleterre, a continué l'orateur, dotera son armée de canons plus puissants que ceux de campagne ou de montagne. Quant au gouvernement, il est le dernier à vouloir cacher indûment l'état des choses. Enfin, il n'est que juste qu'on rende justice au système administratif de l'armée anglaise.

M. Balfour a déclaré en terminant qu'il était fier de la façon dont les réservistes ont répondu à l'appel, et dont la nation intervient pour sauver leurs familles de la misère.

Quatre bataillons formant le premier contingent de la milice partiront aujourd'hui de Southampton pour l'Afrique du Sud.

Le correspondant du *Daily Telegraph* à Gibraltar dit que 3,000 soldats espagnols libérés ont offert leurs services au gouverneur de Gibraltar. Leur offre a été repoussée.

De plus, on télégraphie du Cap qu'un transport est arrivé avec une batterie d'artillerie, un détachement du 14e hussards et une colonne de ravitaillement.

La *Daily Mail* dit que le général Methuen est très malade.

Le *Standard*, après avoir cité le passage du discours de Manchester où il est dit que les Anglais n'ont encore subi aucun désastre, rappelle que depuis le commencement des hostilités, plus de 2,500 soldats anglais se sont rendus avec leurs armes. Il constate que l'Angleterre a, dans l'Afrique du Sud, une armée de 120,000 hommes et que cette force considérable est actuellement plus loin de la frontière ennemie qu'elle n'en était le jour de la réception de l'ultimatum.

La besogne qui, dans l'opinion de quelques ministres, devait être accomplie par 25,000 hommes, n'est pas encore commencée, conclut le *Standard*.

Le colonel Wingate, qui, par intérim, remplace lord Kitchener comme commandant des forces anglo-égyptiennes au Soudan, a reçu, ces jours-ci de Londres une dépêche lui demandant s'il pourrait disposer de deux bataillons, qui seraient envoyés au général Gatacre.

Le colonel Wingate a répondu que, non seulement il ne pouvait pas diminuer son effectif, mais encore qu'il aurait besoin d'un renfort de mille hommes pour mieux assurer sa position au Soudan.

Le conseil national de l'« Independent Labour Party » (parti ouvrier indépendant), réuni à Edimbourg sous la présidence de M. Hardie, a voté une résolution déclarant que les gouvernements de l'Angleterre et du Transvaal devraient faire connaître sans détour les conditions auxquelles ils accepteraient la paix, afin de mettre fin aux hostilités.

La saisie des navires

A la suite de deux conférences, cette semaine, entre les jurisconsultes de la couronne et lord Salisbury, il a été décidé que l'attorney general prépa-

---

FEUILLETON DU *Temps* DU 12 JANVIER 1900 (33)

MISÉRICORDE

XXXI

Bien que Nina eût songé à la consternation et au désarroi de doña Paca dans cette triste nuit, ils dépassèrent tout ce qu'elle avait pu imaginer. A mesure que l'heure avançait sans que la servante rentrât, l'angoisse de sa maîtresse augmentait. Si d'abord elle fut agitée par la préoccupation matérielle de ses besoins, ce fut ensuite l'anxiété de la crainte d'un accident ; une voiture avait pu la renverser ou bien encore elle était morte subitement dans la rue. Le bon Frasquito chercha inutilement à la tranquilliser. Le vieux à la teinture ne pouvait que fermer la bouche quand sa compatriote lui disait :

— Jamais cela n'est arrivé, jamais, cher de Ponte. Elle n'a jamais manqué une fois, pendant tant et tant d'années, de rentrer à la maison.

Les plus graves difficultés se présentèrent pour un souper formel et cela ne servit à rien, ou du moins n'avança guère les choses, que les filles du cordonnier vinssent aimablement offrir leurs services pour remplacer la servante absente. Il est vrai, heureusement, que doña Paca avait perdu l'appétit et le même effet, à peu de chose près, était arrivé à son hôte. Mais, comme il fallait bien prendre quelque aliment pour soutenir les forces, tous deux s'administrèrent un œuf battu dans du vin et une croûte de pain. De dormir, il n'en put être question. La vieille dame compta les heures et même les quarts d'heure aux horloges du voisinage, et elle ne fit pas autre chose que d'écouter les bruits de la maison, attentive aux mouvements de l'escalier. Ponte ne pouvait faire moins. La galanterie lui faisait un devoir de ne pas s'endormir, tandis que son amie était en veille cruelle, et, pour concilier ses devoirs de chevalier avec les soins de sa convalescence, il fit une série de petits sommes sur une chaise. Mais pour cela il fut astreint à prendre des poses violentes, se faisant un oreiller de ses bras et pliant sa tête dans une posture tellement incommode que le lendemain il eut un fort torticolis. Au point du jour, vaincue par l'extrême fatigue, doña Paca, elle aussi, s'endormit dans un fauteuil. Elle parlait en songe et son corps était secoué de temps en temps par des mouvements nerveux. Elle se réveillait en sursaut, croyant qu'il y avait des voleurs dans la maison, et lorsque le jour parut, avec le vide créé par l'absence de Benina, tout lui sembla plus triste et solitaire que durant la nuit. Selon Frasquito, qui en cela pensait judicieusement, il n'y avait rien de mieux que de s'informer auprès des personnes chez qui Benina allait faire des extras. Sa compatriote y avait bien pensé dès la veille, mais comme elle ne savait pas le numéro de la maison de don Romualdo dans la rue de la Gréda, ils ne donnèrent pas suite à cette idée et renoncèrent à ces investigations. Le concierge s'étant spontanément offert pour aller à la recherche de la malheureuse servante perdue, on l'envoya avec mission de s'enquérir, mais il revint en disant qu'on ne savait rien d'elle dans aucune des loges de concierges. Et par-dessus cela il n'y avait dans toute la maison qu'un reste de plat de la veille tout aigri et quelques croûtes de pain dur. Heureusement que les voisins, émus d'un événement aussi grave, vinrent offrir quelques vivres : les uns, une soupe à l'ail ; les autres, de la morue frite, et le dernier, un œuf et une demi-bouteille de piquette. Il fallait bien songer à s'alimenter, faisant contre fortune bon cœur, parce que l'estomac a sa tyrannie ; il faut vivre, quand bien même l'âme, liée à son amie la mort, s'y opposerait. Les heures du jour s'écoulaient lentes, et Ponte pas plus que sa compatriote ne pouvaient distraire leur attention de tout bruit de pas se produisant dans l'escalier. Mais cela leur causa de tels mécomptes que, désabusés et sans espérance, ils s'assirent en face l'un de l'autre, silencieux et avec le calme de deux sphinx. Et se regardant, ils confièrent tacitement à Dieu la solution de cette énigme. On saurait ce que Nina était devenue et les motifs de son absence quand il plairait à Dieu de le faire savoir par les voies qui déroutent toute prévision.

Il était midi lorsqu'un violent coup de sonnette retentit. La dame de Ronda et le vieux galant d'Algesiras sursautèrent comme deux balles élastiques sur leurs sièges.

— Non, non, ce n'est pas elle, dit doña Paca, avec les signes de la plus grande désillusion. Nina ne sonne pas ainsi

Et comme Frasquito se disposait à aller à la porte, elle l'en détourna avec cette observation fort à sa place :

— N'y allez point vous-même, il est possible que ce soit un de ces grossiers fournisseurs. Que la petite aille ouvrir. Célédonia va ouvrir, et fais bien attention ; si c'est quelqu'un qui apporte des nouvelles de Nina, qu'il entre. Mais si c'est quelque fournisseur, dis-lui que je n'y suis pas.

La petite y courut et elle revint précipitamment disant :

— Madame, c'est don Romualdo.

Cette annonce causa une émotion intense et presque terrifiante. Ponte se dandinait, tantôt sur un pied, tantôt sur l'autre, et doña Paca se levait et retombait sur sa chaise plus de dix fois, disant :

— Que s'est-il passé ? Nous allons savoir ! Dieu de Dieu, don Romualdo à la maison ! Dépêche-toi, Célédonia... donne-moi ma coiffure noire... Et je ne suis pas peignée... De quelle façon vais-je le recevoir... Eh bien, petite, mon bonnet noir...

L'Algésirain et la petite l'aidèrent à s'habiller, mais, dans leur affolement, ils lui mettaient toute chose de travers. La vieille dame s'impatientait, les apostrophait pour leur lenteur et les bousculait fort. Enfin tout finit par s'arranger tant bien que mal, elle se passa un peigne dans les cheveux et, se bousculant, elle se rendit dans la pièce où attendait le prêtre qui était resté debout et regardait les photographies de famille qui formaient la décoration unique de la pauvre chambre.

— Excusez-moi, monsieur don Romualdo, dit la veuve de Zapata, que la grande émotion empêchait de se tenir sur ses jambes et se laissant tomber dans un fauteuil, non sans avoir baisé la main du révérend. Grâce à Dieu, je puis enfin vous remercier de votre ineffable bonté.

— Je ne fais que mon devoir, madame, répondit l'ecclésiastique un peu surpris, et vous n'avez nullement à me remercier.

— Et dites-moi, maintenant, pour l'amour de Dieu, ajouta la dame avec une telle crainte d'apprendre une mauvaise nouvelle, qu'elle pouvait à peine articuler ; dites-moi vite ce qui est arrivé à ma pauvre Nina.

Ce nom sonna à l'oreille du bon prêtre comme celui d'une petite chienne que la dame aurait perdue.

— Elle n'a point reparu ?... dit-il, pour dire quelque chose.

— Vous ne savez rien ?... Hélas ! hélas ! est-ce qu'il est arrivé un malheur que vous voulez me cacher par charité ?

Et la malheureuse se mit à pleurer violemment, et le prêtre restait perplexe et muet

— Madame, par pitié, ne vous affligez pas ainsi, par pitié. Ce n'est peut-être pas ce que vous pensez.

— Nina, Nina de mon âme !

— Est-ce une personne de votre famille, de votre intimité ? Expliquez-moi...

— Oui, je comprends, monsieur don Romualdo ne veut pas me dire la vérité pour ne pas augmenter mes tribulations. Je l'en remercie infiniment... Pourtant, peut-être vaudrait-il mieux tout savoir... Ou bien, est-ce que vous aimez mieux me donner la nouvelle peu à peu, pour qu'elle m'impressionne moins ?...

— Ma chère dame, dit le prêtre avec une impatiente franchise, avide d'éclaircir les choses, je ne vous apporte aucune nouvelle, ni bonne ni mauvaise, de la personne pour laquelle vous pleurez, ni ne sais de qui il s'agit, ni sur quoi vous vous fondez pour penser que je...

— Excusez-moi, don Romualdo. Je pensais que la Benina, mon amie et compagne, avait eu quelque grave accident dans votre maison ou en en sortant, ou dans la rue, et...

— Que voulez-vous dire ? Sans doute, madame doña Francisca, il y a dans tout cela une erreur qui se découvrira certainement en vous disant mon nom : Romualdo Cédron. J'ai occupé pendant vingt années la cure de Santa-Maria de Ronda, et je suis venu vous dire, chargé expressément de cette mission par les exécuteurs testamentaires, la dernière volonté de celui qui fut l'ami de mon cœur, Rafael Garcia de los Antrines, que Dieu ait son âme.

Si doña Paca avait vu la terre s'entr'ouvrir et une légion de diables en sortir, et que, par en haut, le ciel en eût fait autant, donnant passage à un essaim d'anges, et que les deux cohortes se fussent réunies dans une immense phalange à la fois glorieuse et grotesque, elle n'aurait certes pas été frappée de plus d'étonnement et de confusion. Testament, héritage. Ce que disait le prêtre était-il bien vérité ou plaisanterie déplacée ? Et celui qui était devant elle était-il en chair ou en os, ou bien un produit d'une hallucination de son esprit affaibli ? Sa langue était collée au palais et elle regardait don Romualdo avec des yeux atterrés.

— Il n'y a nullement de quoi vous épouvanter, madame. Au contraire, j'ai la satisfaction d'annoncer à doña Francisca Juarez que le terme de ses souffrances est arrivé. Le Seigneur a été grandement touché de la bonne volonté et de la résignation que vous avez montrées et il veut maintenant récompenser votre vertu en vous faisant sortir de la triste situation où vous avez vécu tant d'années.

Les larmes de doña Paca coulaient à flots et elle ne pouvait prononcer une syllabe.

Son émotion, sa surprise et sa joie étaient telles que l'image de Benina sortit de son esprit comme si son absence et sa perte eussent remonté à plusieurs années en arrière.

— Je comprends, continua le bon curé, redressant son grand corps et rapprochant sa chaise de doña Paca pour lui toucher le bras avec sa main, je comprends votre bouleversement... On ne saurait passer brusquement de l'infortune au bien-être sans ressentir une forte secousse. Le contraire serait pire. Et puisqu'il s'agit d'une chose importante qui doit occuper de préférence votre attention, parlons-en, madame, laissant pour plus tard cette autre affaire qui vous préoccupe... Vous ne devez pas autant vous chagriner de la disparition de votre servante et amie... Elle reviendra, soyez-en sûre !

Cette phrase fit revenir à l'esprit de doña Paca l'idée de Nina et le souvenir de son incroyable absence. Notant dans le « elle reviendra » de don Romualdo une intention bienveillante et optimiste, elle eut la pensée que le bon prêtre, après avoir réglé l'affaire principale qui l'avait amené, lui parlerait du cas de sa servante qui sans doute était sans gravité. Et promptement, avec un tour rapide de la girouette, l'esprit de la dame revint à l'héritage et elle s'y arrêta, laissant le reste dans l'oubli, et le bon curé, voyant l'anxiété où elle était d'être plus amplement informée, s'empressa de la satisfaire.

— Vous saurez sans doute que le pauvre Rafael est passé à meilleure vie le 11 février.

— Non, je ne le savais pas, non monsieur. J'espère que Dieu lui aura accordé le repos... Hélas !

— C'était un saint. Son unique erreur a été d'avoir le mariage en abomination, repoussant tous les excellents partis que nous, ses amis, nous lui offrions. Les dernières années, il les a passées dans une ferme appelée les Higueras de Juarez.

— Je la connais. Cette propriété a appartenu à mon grand-père.

— Parfaitement : à don Alejandro Juarez... Bien, ensuite Rafael a contracté aux Higueras l'affection du foie qui l'emporta au tombeau à cinquante-cinq ans. Pauvre homme, il était presque aussi grand que moi, madame, avec une musculature non moins vigoureuse que la mienne, une poitrine de taureau et ce visage resplendissant de vie...

— Hélas !

— Dans nos chasses au sanglier et au cerf, je n'ai jamais réussi à le voir fatigué. Son amour-propre était plus fort que sa complexion, elle-même très forte. Il bravait la pluie, la faim, la soif, et... voir ensuite ce chêne brisé comme un roseau. Peu de mois après qu'il fut tombé malade, on pouvait lui compter les os au travers de la peau... et il s'en alla se consumant chaque jour.

— Hélas !

— Et avec quelle résignation il supportait son mal, et comme il se préparait sagement à la mort, qu'il regardait comme l'exécution d'une sentence de Dieu, contre laquelle il ne devait point protester, mais qu'il fallait au contraire accepter allègrement ! Pauvre Rafael ! Quelle pâte d'ange c'était !

— Hélas !

— Je n'habitais pas Ronda, parce que des intérêts à soigner m'obligèrent à venir me fixer à Madrid. Mais, quand j'eus appris la gravité de l'état de cet ami très cher, je retournai auprès de lui et je l'ai suivi et assisté pendant un mois... Quel chagrin ! Il est mort dans mes bras.

— Hélas !

C'était autant de soupirs qui montaient à doña Paca du fond de son âme, s'échappant comme des oiseaux d'une cage entr'ouverte des quatre côtés. Avec une noble sincérité et sans songer à caresser dans sa pensée l'idée de l'héritage, elle s'associait au deuil de don Romualdo qui paraissait tant regretter le généreux célibataire de Ronda.

— Enfin, chère madame, il mourut en bon chrétien, non sans avoir fait son testament en bonne et due forme...

— Hélas !

— Dans lequel il laissa le tiers de ses biens à sa nièce au second degré, Clemencia Sopelana, vous savez ? la femme de don Rodrigo del Quintanar, sœur du marquis de Guadalerce. Les deux autres tiers sont destinés, partie à une fondation pieuse, partie à améliorer la situation de quelques-uns de ses parents qui, par disgrâce de famille, mauvaises affaires ou autres causes d'adversité ou contretemps fâcheux, sont tombés dans la misère. Comme vous et vos enfants vous êtes dans ce cas, il est certain que vous êtes parmi les plus favorisés, et...

— Hélas ! Enfin Dieu a voulu que je ne meure pas sans voir le terme de cette misère ignominieuse. Mille et une fois soit béni celui qui donne et ôte tous les maux, le justicier, le miséricordieux, le saint des saints !...

Après cette effusion, l'infortunée doña Francisca fondit en larmes, croisant les mains et se précipitant à genoux, si bien que le bon curé, craignant qu'un tel éclat de sensibilité ne se terminât par un évanouissement, se précipita vers la porte en frappant dans ses mains pour appeler afin qu'on apportât un peu d'eau fraîche.

PEREZ GALDOS.

Traduction de MAURICE BIXIO.

(*A suivre.*)

Reproduction interdite

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France